



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 11 juillet 2011

Bilan de la deuxième édition du forum pour la coopération internationale des collectivités

Cette année encore, plus d'un millier d'auditeurs, élus et décideurs publics de collectivités territoriales, d'administrations centrales, de représentants du gouvernement et de membres de délégations étrangères se sont réunis les 7 et 8 juillet 2011 au Palais des Congrès de Paris pour assister au forum pour la coopération internationale des collectivités.

Vingt conférences thématiques ou géopolitiques sur des questions d'actualité ou de long terme ont permis de faire un état des lieux complet sur la dimension décentralisée de la coopération internationale et de mettre en lumière toutes les actions menées par les collectivités dans ce domaine. Outre ces conférences et l'assemblée générale de Cités Unies France, le forum a également été l'occasion pour la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) de tenir sa séance plénière annuelle sous la présidence d'Henri de Raincourt, Ministre auprès du ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et européennes en charge de la coopération.

Lors de la séance inaugurale, qui a rassemblé plus de 400 personnes, le Ministre Henri de Raincourt a affirmé que les collectivités engagées à l'international jouaient un rôle essentiel et que celui-ci pouvait être défini comme un des signes distinctifs de l'action extérieure de la France. Il a également reconnu le travail entrepris par Cités Unies France pour fédérer ces collectivités. Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement, a lui aussi souligné l'effet de levier manifeste de la coopération décentralisée dans les pays en développement qui permet de renforcer les capacités des autorités locales et de réduire la pauvreté. Par ailleurs, les deux intervenants ont mis en exergue la nécessité de mettre en place une ingénierie financière pour lancer de nouveaux appels à projets.

La séance plénière de Cités Unies France consacrée à la question des « Risques majeurs et résilience des territoires : rôle de la coopération décentralisée » a posé les bases d'un débat essentiel, de grande actualité qui doit être approfondi au sein de Cités Unies France.

La conférence portant sur « la création d'un État palestinien et le rôle des collectivités territoriales » s'est déroulée sous la présidence de Claude NICOLET, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, adjoint au maire de Dunkerque et Président du RCDP et en présence, entre autres, de S.E.M. Hayel AL-FAHOUM, ambassadeur et chef de la Mission de Palestine en France. Le débat a dégagé un fort

consensus autour de l'idée que « le statu quo n'est plus tenable » notamment après les récents événements qui ont bouleversés le Maghreb. Tous les intervenants ont mis en lumière le rôle essentiel de la France dans les nouvelles dynamiques de négociation. Le débat s'est clôt sur des interrogations : quelle sera l'issue du vote qui devrait avoir lieu le 13 Septembre prochain à l'ONU pour la reconnaissance de l'État palestinien et surtout débouchera-t-il sur des reconnaissances bilatérales, seules valables aux yeux du droit international ?

La conférence sur « la coopération décentralisée et la nouvelle donne au Maghreb » présidée par le maire de Belfort, Etienne BUTZBACH, a quant à elle donné lieu à un débat de très haut niveau avec une analyse faite par des spécialistes dont Dominique BAUDIS mais aussi par des hommes politiques connaissant le terrain comme Ali DALI, premier vice-président de la délégation spéciale de la municipalité de Bizerte et Fathallah OUALALOU, maire de Rabat. Les différents intervenants ont souligné le rôle fondamental de la coopération décentralisée dans le tout nouveau contexte engendré par le « Printemps Arabe » au Maghreb. Ils sont tombés d'accord pour dire que la zone, qui avait été longtemps délaissée et mise à l'écart du phénomène de décentralisation pour des motifs socio-politiques, doit désormais être au cœur des attentions de l'Union Européenne et de ses États. La question de la démocratie représentative et/ou participative a également été abordée. Les intervenants ont souligné le rôle essentiel joué par la coopération décentralisée, facteur d'intégration des acteurs de la société civile dans les projets politiques et la vie locale, dans ces deux processus.

Le jeudi 7 juillet, un point presse sur le projet « Agora » porté par le Laboratoire Citoyenneté, Le GRET et Cités Unies France et financé à hauteur de 1 800 000 euros par l'Union Européenne, a permis de faire un bilan des dix ans de décentralisation en Afrique Subsaharienne. Raogo Antoine SAWADOGO, président du Laboratoire Citoyenneté et ancien ministre de l'Administration territoriale au Burkina Faso, a présenté ses impressions, mitigées, sur ce phénomène récent. Selon lui, la décentralisation est bien inscrite juridiquement mais souffre encore d'insuffisances liées notamment au manque de représentativité des élus locaux au niveau gouvernemental, à l'absence d'intercommunalité et surtout à un exercice limité des compétences que les élus ne se sont pas encore pleinement appropriés.

Finalement, le vendredi 8 juillet, François LONCLE a apporté son témoignage sur la tournée qu'il a entreprise dans plusieurs pays du Sahel avec Henri PLAGNOL, en vue de l'élaboration d'un rapport de la commission des relations extérieures sur « la situation sécuritaire dans le sahel africain ». Le parlementaire a déploré le désintéressement des médias vis-à-vis d'une question géopolitique essentielle qui s'aggrave de jours en jours avec la ramification d'Aqmi dans la région qui profite des troubles politiques engendrés par le conflit libyen. Il a également vivement critiqué la position du MAEE qui, selon lui, « privilégie la solution de facilité » qui est d'englober tous les pays de la région sous un même parapluie sécuritaire. Il appelle à repenser un « dispositif injuste et pénalisant » pour les populations locales car à l'origine d'un assèchement de l'activité économique.

Contact Presse :

Sarah SCHÖNFELD
s.schonfeld@cites-unies-france.org
01 53 41 81 82 / 06 63 40 46 32

En savoir plus :
www.cites-unies-france.org
www.coopdec-icic.org